

« L'antiaméricanisme des opposants à la participation française à la guerre contre la République fédérale yougoslave »

Renéo Lukic

Études internationales, vol. 31, n° 1, 2000, p. 135-164.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704130ar>

DOI: 10.7202/704130ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

ESSAI

L'antiaméricanisme des opposants à la participation française à la guerre contre la République fédérale yougoslave(RFY)

Renéo LUKIC*

RÉSUMÉ : Cet article examine la polémique qu'ont provoquée en France les bombardements de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY) au début de 1999. Plusieurs politiciens et intellectuels, de la gauche à la droite, ont dénoncé l'intervention de l'OTAN comme étant illégale et illégitime. Toutefois, selon l'auteur, la plupart des critiques dirigées contre l'OTAN étaient imprégnées d'un virulent antiaméricanisme. Les élites politiques françaises opposées aux bombardements contre la RFY ont perçu le conflit comme une nouvelle manifestation de la volonté des États-Unis d'imposer leur volonté à l'Europe. En fait, les critiques de l'OTAN semblaient peu intéressés par les souffrances du million de Kosovars déportés par les Serbes. Leur principale préoccupation était plutôt de savoir comment cette guerre affecterait le statut international de la France. En adoptant cette attitude, les opposants à la guerre au Kosovo se sont faits les alliés objectifs de la politique « génocidaire » de Milosevic au Kosovo.

ABSTRACT : This article examines the intense debates that arose in France during and following the NATO bombings over the Federal Republic of Yugoslavia (FRY) in early 1999. Many politicians and intellectuals, from the Left to the Right, denounced the NATO operation in Kosovo as illegal and illegitimate. However, for the most part, the author contends, the criticism directed against the Alliance was tainted by virulent antiamericanism. French political elites who opposed the bombings of the FRY perceived the conflict as another manifestation of the United States' readiness to impose its will over Europe. In fact, critics of the NATO intervention seemed to be little interested in the suffering inflicted by the Serbs on a million Kosovars who were deported. Their main concern was, how the war would affect the rank of France in international politics. By adopting this attitude, the opponents of the war in Kosovo became objective allies of the genocidal policy of Milosevic in Kosovo.

Vous [Président Chirac] vous souvenez de la définition par de Gaulle de l'OTAN : « Organisation imposée à l'Alliance atlantique et qui n'est que la subordination militaire et politique de l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique ». Vous nous expliquerez un jour les raisons qui vous ont conduit à modifier cette appréciation [...] Les Serbes, jugeant qu'ils ne pouvaient se battre sur

* Professeur au Département d'histoire de l'Université Laval et chercheur associé à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.

deux fronts [contre l'OTAN et l'UCK] auraient alors décidé d'évacuer *manu militari* la « cinquième colonne de l'OTAN », sa « force terrestre », c'est-à-dire l'UCK, en particulier dans les villages où elle se confondait avec et se fondait dans la population civile.

Régis Debray¹

L'Alliance dont fait partie le Canada, et maintenant la République Tchèque, mène un combat contre le régime génocidaire de Slobodan Milosevic. Ce combat n'est ni facile ni populaire et nous pouvons différer d'opinion sur ses stratégies et tactiques. Mais il y a une chose qu'aucune personne raisonnable ne peut nier : il s'agit là, probablement, de la première guerre à ne pas être menée au nom des « intérêts nationaux », mais plutôt sur la base de principes moraux et de valeurs. Si l'on ose avancer qu'une guerre peut être éthique, ou menée pour des raisons éthiques, alors cela est vrai pour cette guerre-ci. Le Kosovo ne possède pas de puits de pétrole convoités ; aucune nation-membre de l'Alliance n'a de demande territoriale envers le Kosovo ; Milosevic ne menace l'intégrité territoriale d'aucun pays de l'Alliance. Et pourtant l'OTAN est en guerre. Non pas pour défendre ses propres intérêts, mais bien ceux des autres. Elle combat parce qu'une personne décente ne peut assister sans intervenir à des meurtres systématiques et ordonnés par l'État. L'alliance ne peut tolérer une telle chose. L'OTAN ne peut faillir à la tâche de procurer de l'assistance aux victimes si cela est en son pouvoir.

Václav Havel²,
Président de la République Tchèque

À la question posée, pourquoi l'OTAN a fait la guerre à la République fédérale yougoslave, deux intellectuels, le président Václav Havel et Régis Debray, ont donné des réponses diamétralement opposées. Le contraste entre les deux perceptions de l'intervention de l'OTAN en RFY est saisissant. Le sens donné au même événement est si différent qu'on pourrait se demander si Debray et Havel parlent de la même guerre et des mêmes acteurs. Pourtant, les vues exprimées par R. Debray étaient largement partagées par une partie des élites en France. Comme nous le montrerons plus loin, des dizaines d'hommes politiques et d'intellectuels ont tenu des propos semblables. D'où vient donc la différence d'analyse entre Debray et Havel ? L'accès à l'information ne l'explique certainement pas. L'un et l'autre ont eu accès à une information complète, provenant de sources variées, portant sur la nature de la guerre ainsi que sur les mobiles des protagonistes, à savoir l'OTAN et les États-Unis.

Dans cet essai, nous allons démontrer que les critiques de l'intervention militaire de l'OTAN étaient davantage préoccupés de l'impact que cette intervention aurait sur le rang de la France dans les relations internationales que du sort de la population albanaise du Kosovo terrorisée par les criminels de guerre serbes. La guerre de l'OTAN contre la RFY apparaissait à ces mêmes critiques comme injuste car menée pour le compte des États-Unis, une « hyperpuissance impérialiste ». Le discours anti-américain tenu en France

-
1. Régis DEBRAY, « Lettre d'un voyageur au président de la République », *Le Monde*, le 13 mai 1999, pp. 1 et 15.
 2. Václav HAVEL, « Kosovo and the End of the Nation-State » (allocution prononcée devant le Parlement canadien, le 29 avril 1999), *The New York Review of Books*, New York, vol. XLVI, n° 10, le 10 juin 1999, p. 5.

durant les frappes de l'OTAN était du « déjà vu » et du « déjà entendu³ ». En juxtaposant les tirades anti-américaines exprimées par les mêmes personnes durant la guerre du Golfe, la guerre en Bosnie et plus tard lors des frappes déclenchées contre la RFY, nous nous sommes aperçu qu'elles étaient parfaitement interchangeables. Les mêmes figures rhétoriques utilisées durant la guerre du Golfe pour dénoncer les États-Unis ont été recyclées durant la guerre au Kosovo.

Dans cet essai, nous nous penchons sur le débat qui en France a entouré l'intervention de l'OTAN contre la RFY. Ce débat teinté d'un antiaméricanisme virulent a commencé au lendemain des frappes de l'OTAN et a duré tout au long de la guerre pour cesser brusquement, une fois la guerre effectivement terminée, le dix juin 1999. À partir du moment où les médias occidentaux ont pu avoir l'accès libre au Kosovo, dans le sillage des troupes de la KFOR, et qu'ils ont commencé à montrer les charniers dispersés dans la province, les critiques de l'intervention ont perdu le goût de la polémique et se sont tus.

Dans la première partie de notre essai, nous analyserons les perceptions des élites françaises qui ont critiqué l'intervention militaire de l'OTAN. Dans la deuxième partie, nous examinerons le contenu des critiques adressées à l'OTAN et aux États-Unis. Enfin nous chercherons à démontrer qu'un certain nombre de ces critiques étaient fausses et injustifiées.

I – L'antiaméricanisme des Français et de leurs élites après l'unification de l'Europe

L'antiaméricanisme des Français tel qu'il apparaît durant l'intervention de l'OTAN au Kosovo se manifeste de manière cyclique. Au milieu des années 1980, il était presque inexistant, alors qu'à peine 15 % des Français se déclaraient antiaméricains⁴. À la suite des frappes de l'OTAN contre la RFY, l'antiaméricanisme des Français et de leurs élites a atteint des proportions

3. L'antiaméricanisme manifesté par les élites françaises durant les frappes de l'OTAN en RFY correspond à la définition qu'en a donné Michael M. Harrison. Pour paraphraser Harrison, l'antiaméricanisme est en France « un phénomène réactif » entraîné par le « déclin de la puissance française dans l'arène internationale » à la fin de la Deuxième Guerre mondiale qui, ajouté à la perception que l'autonomie française était en déclin, a produit « un sentiment de frustration (...) et même d'hostilité vis-à-vis des alliés », et principalement envers les États-Unis en raison de leur présence croissante sur la scène internationale. Michael M. HARRISON, « La solution gaulliste », in Denis LACORNE, Jacques RUPNIK et Marie-France TOINET (dirs.), *L'Amérique dans les têtes. Un siècle de fascinations et d'aversion*, Paris, Hachette, 1986, p. 209.

4. Daniel VERNET, « Les Français préfèrent M. Reagan au « reaganisme » », *Le Monde*, le 6 novembre 1984, tel que cité dans Ezra N. SULEIMAN, « Les attermoissements des élites », in Denis LACORNE, Jacques RUPNIK et Marie-France TOINET (dirs.), *op. cit.*, p. 137.

importantes⁵. Comme nous le verrons plus loin, le surgissement de l'antiaméricanisme chez les Français durant l'intervention de l'OTAN s'explique en grande partie par les prises de position de leurs élites. En d'autres termes, l'antiaméricanisme des Français a été réactivé par une partie des élites durant le débat sur la participation française dans la guerre de l'OTAN contre la RFY. L'antiaméricanisme des Français est bien ancré dans la culture politique française, à gauche comme à droite. L'historien André Kaspi va encore plus loin quand il écrit : « Il [l'antiaméricanisme] constitue l'un des fondements de la culture française⁶. » Comme nous l'indique un fin observateur de la vie politique française, Stanley Hoffmann, il existe également un « antiaméricanisme d'État », consécutif à la défaite de 1940 et alimenté à la fois par la volonté française de se distancer de la Grande-Bretagne, qui noue après 1945 des relations spéciales avec les États-Unis, ainsi que par la recherche pour la France d'un « espace vital » ou d'une « marge de manœuvre » sur la scène internationale⁷.

Si nous nous limitons à la période postérieure à la guerre froide, nous pouvons identifier au moins quatre situations dans les relations internationales qui ont provoqué la résurgence de l'antiaméricanisme des Français et de leurs élites. Nous nous référons, dans l'ordre chronologique, à la guerre du Golfe (1991), aux négociations sur l'« exception culturelle » menées dans le

5. Un sondage récent du journal *Libération*, réalisé les 6 et 7 avril 1999 auprès de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus, nous révèle de façon assez claire l'inimitié d'un grand nombre de Français à l'égard des États-Unis. À la question « Estimez-vous que l'influence des États-Unis en Europe est trop importante, pas assez importante ou comme il faut ? », 61 % des personnes interrogées estiment que l'influence culturelle des États-Unis est trop importante, contre seulement 27 % qui la jugent correcte et 7 % pas assez importante (5 % d'indécis). Au niveau économique, les résultats sont à peine différents, se répartissant, dans l'ordre, à 60 % (trop importante); 24 % (correcte); 8 % (pas assez importante) et 8 % (indécis). Sur le plan militaire, ce sont 56 % des répondants qui perçoivent l'influence américaine comme trop importante, contre 28 % qui la jugent « comme il faut » et 5 % pas assez importante (11 % d'indécis). Enfin, pour ce qui est de l'influence politique des États-Unis en Europe, 53 % la voient comme trop importante, 30 % à un juste niveau et 7 % pas assez importante (10 % d'indécis). L'insatisfaction d'une portion importante de la population française devient particulièrement évidente lorsqu'il est question de manière spécifique du rôle des États-Unis lors des frappes en RFY. 68 % des répondants se disent en effet inquiets devant le statut de superpuissance des États-Unis et 54 % d'entre eux ne sont pas reconnaissants de l'intervention américaine. En outre, 66 % des individus questionnés croient que l'intervention militaire dans les Balkans est motivée par les intérêts politiques et militaires des États-Unis, contre seulement 24 % qui soutiennent que cette action est fondée sur la défense des droits de l'homme et de la démocratie. Si l'on tient compte du fait que, lors du même sondage, seulement 31 % des répondants ont soutenu se sentir proches du peuple américain, alors que 63 % avançaient l'opinion contraire et que 6 % demeuraient indécis, il semble évident que les sentiments hostiles aux États-Unis soient très répandus dans l'opinion publique en France. Jean-Michel HELVIG, « C'est de plus en plus loin, l'Amérique », *Libération*, les 10 et 11 avril 1999, pp. 6-7.

6. André KASPI, *Les États-Unis d'aujourd'hui. Mal connus, mal aimés, mal compris*, Paris, Plau, 1999, p. 33.

7. Charles G. COGAN, *Oldest Allies, Guarded Friends. The United States and France since 1940*. Préface de Stanley Hoffmann, Westport (CT), Praeger, 1994, p. viii.

cadre des négociations du GATT (1993), à l'AMI (l'Accord multilatéral sur l'investissement, 1998/99), et à l'intervention militaire de l'OTAN contre la RFY (1999). Dans ces apparitions cycliques, l'antiaméricanisme en France se manifeste avec plus de force au moment où il y a des différences réelles entre la politique étrangère de la France et celle des États-Unis. Dans deux cas mentionnés plus haut (le GATT et l'AMI), les conflits d'intérêt entre les gouvernements français et américain ont vite débordé le cadre gouvernemental pour impliquer l'ensemble de la société civile française. Les débats publics qui entouraient les négociations du GATT et de l'AMI ont vu resurgir un antiaméricanisme dit « culturel » tandis que durant la guerre du Golfe et celle du Kosovo où les intérêts de la France et des États-Unis coïncidaient *grosso modo*, est apparu un antiaméricanisme dit « politique ».

Il est à noter que les tenants de l'antiaméricanisme « culturel », dont l'objectif affiché est la défense de l'identité nationale, comme d'ailleurs les tenants de l'antiaméricanisme « politique » qui s'opposent à l'hégémonie américaine en Europe, appartiennent à une coalition politique de type arc-en-ciel. Il s'agit d'un groupe politiquement et culturellement hétérogène qui se manifeste ponctuellement lors des événements dans les relations internationales qui engendrent des débats au sein de la société française. Il n'est donc pas étonnant de trouver parmi les tenants de l'antiaméricanisme « culturel » les deux anciens ministres de la culture, Jack Lang⁸ et Philippe Douste-Blazy⁹, respectivement membres du Parti socialiste et de l'UDF. Ils tombent tous d'accord sur un point crucial : que l'État français doit défendre par tous les moyens (subventions, quotas) les productions culturelles françaises.

Le nationalisme civique français, dont une des composantes est le nationalisme culturel, fait partie de l'identité politique de la gauche et de la droite républicaines en France, qui le vivent comme un patriotisme au sens noble du terme. Il s'inspire à la fois de l'héritage de Jean Jaurès et celui de de Gaulle. Ce nationalisme identitaire est normal dans la mesure où il cherche à protéger le patrimoine national et en même temps l'identité culturelle de la France et de l'Europe à l'heure de la mondialisation galopante. Le nationalisme politique, par contre, tel qu'il s'est manifesté durant la guerre du Golfe et celle du Kosovo, est moins défendable. Il se résume souvent à une dénonciation gratuite de la politique américaine à laquelle on prête des visées hégémoniques sur l'ensemble de la planète.

8. Jack LANG, « Sauver les cinémas nationaux d'Europe », *Le Monde*, Paris, le 15 mai 1999, pp. 1 et 15.

9. Jean-Michel FRODON, « Le Ministre de la Culture annonce une série de mesures en faveur du grand écran », *Le Monde*, le 26 janvier 1996.

II – L'antiaméricanisme des élites en France durant les frappes de l'OTAN

La guerre au Kosovo, comme d'ailleurs la guerre en Bosnie qui l'a précédée, provoque un débat intense en France sur le rôle des États-Unis et de l'OTAN dans les conflits militaires en Europe. Le débat engagé durant la guerre en Bosnie a porté pour l'essentiel sur la passivité de la communauté internationale, des États-Unis et de l'Europe occidentale confondus, qui hésitèrent pendant des années à intervenir militairement pour arrêter la guerre. La mobilisation de la société civile en faveur d'une action militaire en Bosnie, prônée par les intellectuels en France et aux États-Unis, a porté ses fruits à l'automne 1995. L'OTAN est finalement intervenue en Bosnie, après que les soldats croates et bosniaques eurent changé l'équilibre des forces sur le terrain. La nouvelle constellation stratégique, créée par l'OTAN, a permis les accords de Dayton et par la suite le déploiement d'une force internationale structurée autour de l'Alliance atlantique. Une paix fragile en Bosnie était donc instaurée, ce qui permit la reconstruction économique du pays et le retour partiel des réfugiés. Il est indéniable que c'est grâce aux États-Unis que l'OTAN a réussi en Bosnie¹⁰. Malgré le fait que les États-Unis aient grandement contribué à la stabilisation des Balkans, la méfiance d'une partie des élites européennes et françaises quant aux mobiles de l'engagement de l'Amérique en Europe du Sud-Est persiste. Les préjugés contre les États-Unis et leur politique dans les Balkans, exprimés durant la guerre en Bosnie, ont été multipliés après l'intervention de l'OTAN contre la RFY, pour atteindre un niveau rarement vu depuis 1966 quand de Gaulle a sorti la France de la structure militaire intégrée de l'OTAN.

Les débats en France sur l'intervention de l'OTAN au Kosovo, souvent réduits, à tort, à une confrontation entre les États-Unis et la Serbie, ou pire encore, entre Slobodan Milosevic et la secrétaire d'État, Madeleine Albright, ont porté sur les objectifs politiques de l'OTAN dans les Balkans ainsi que sur les moyens employés pour les réaliser. Tant les objectifs que les moyens engagés étaient sévèrement critiqués par les faiseurs de l'opinion publique en France.

Il a fallu attendre un an de guerre au Kosovo¹¹, rempli d'atermoiements de la haute diplomatie¹², avant que le Groupe de contact et l'OTAN ne décident d'intervenir le 24 mars 1999 pour empêcher une nouvelle Bosnie. D'emblée,

10. Renéo LUKIC, Allen LYNCH, « La paix américaine pour les Balkans », *Études internationales*, Québec, Canada, volume XXVII, n° 3, septembre 1996, pp. 553-569.

11. Entre 1988 et 1998, le Kosovo était le théâtre d'un conflit de faible intensité. À notre avis, la guerre au Kosovo a commencé au mois de mars 1998, après le massacre de Drenica. Entre mars 1998 et le 24 mars 1999, le début de l'intervention militaire de l'OTAN, les pertes des Albanais au Kosovo s'élèvent à 2000 civils. Au milieu de l'offensive des forces armées de la RFY, contre l'Armée de libération du Kosovo (UÇK), à l'été de 1998, le nombre de réfugiés a atteint 300 000. L'intervention militaire de l'OTAN lancée le 24 mars 1999 s'est terminée le 2 juin 1999 par la signature d'un accord de paix chapeauté par le G8 et l'ONU.

12. Véronique NAHOUM-GRAPPE, « Kosovo : le ballet a commencé », *Esprit*, Paris, n° 245, août-septembre 1998, pp. 172-174.

l'action de l'OTAN a divisé l'opinion publique française en deux camps : les supporteurs de l'intervention et ses détracteurs¹³. Le nouveau clivage qui est apparu lors des débats sur le Kosovo ne correspondait guère à la polarisation traditionnelle de la vie politique française, entre la Gauche et la Droite.

L'ancienne division gauche-droite était supplantée par la nouvelle fracture entre les « souverainistes républicains », englobant respectivement les personnalités politiques comme J.-P. Chevènement et Charles Pasqua et les eurocentristes, majoritaires au gouvernement et à la présidence de la République (L. Jospin, D. Voynet et le président Chirac). Le slogan électoral de Charles Pasqua, affiché durant la campagne pour les élections européennes, « Droite-Gauche, marchons ! », reflète bien la nouvelle alliance entre le jacobinisme anti-européen et anti-américain et la droite souverainiste également anti-américaine.

L'intervention de l'OTAN contre la RFY n'a pas créé la division entre les souverainistes républicains et les eurocentristes, mais elle l'a amplifiée. La recomposition du paysage politique français a commencé avant le référendum sur le traité de Maastricht, en 1992. Les résultats du référendum de Maastricht ont montré que les souverainistes républicains étaient une force ascendante. Leur mobilisation contre le traité d'Amsterdam a aussi révélé qu'ils n'étaient pas prêts à laisser le champ libre aux eurocentristes.

Très tôt, durant la campagne électorale pour les élections européennes du 13 juin, il est apparu une corrélation étroite entre les formations politiques qui critiquent les frappes de l'OTAN et celles qui s'opposent à l'approfondissement de l'Union européenne. Le double rejet de la « guerre de l'OTAN » et d'une Union européenne fédérale amène sur la même plate-forme politique le Parti communiste français (PCF), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), la Lutte ouvrière, le Mouvement des citoyens (MDC), le Rassemblement pour la France (RPF), les deux Front national (celui pour l'unité française (FN-UF) de Jean-Marie Le Pen et celui du Mouvement national (FN-MN) de Bruno Mégret) accompagnés par les « compagnons de route » respectifs. La proximité des élections européennes a obligé l'ensemble de la classe politique à se prononcer sur la guerre du Kosovo jugée par tous d'intérêt vital pour la sécurité de l'Europe.

Dans les médias français, tant dans la presse écrite qu'électronique, une partie des élites politiques et culturelles ont exprimé, avec virulence, leur opposition à la guerre menée par l'OTAN contre la RFY. En critiquant l'action de l'OTAN, ces élites visent les États-Unis qui sont accusés de manipuler les conflits intra-européens à leur profit afin de renforcer leur hégémonie sur

13. En France, d'après un sondage (500 personnes interrogées) effectué entre le 25 mars et le 17 avril 1999 pour l'hebdomadaire britannique *The Economist*, 54 % des Français étaient pour les frappes de l'OTAN, 34 % contre et 12 % étaient indécis. « Oh What A Lovely War », *The Economist*, le 24 avril 1999, p. 50.

l'Europe. Pascal Bruckner, écrivain et analyste qui était l'un des premiers, avec Paul Gardé, Pierre Hassner, Michel Roux, Jacques Rupnik et d'autres, à reconnaître la nature génocidaire des projets politiques visant la création d'une Serbie ethniquement pure, écrivait : « À peine les premières bombes larguées sur la République fédérale de Yougoslavie par l'OTAN, s'est réveillée l'une des plus vieilles passions de l'intelligentsia et de la classe politique françaises : l'anti-américanisme¹⁴. »

Dans le conflit qui oppose l'OTAN et la RFY, l'Amérique est perçue par une partie des élites françaises comme un fauteur de guerre dans les Balkans et mise sur un pied d'égalité avec la RFY et son président Slobodan Milosevic. Le gouvernement français à son tour est accusé, par une coalition de partis politiques allant de l'extrême droite à l'extrême gauche, d'être au service de l'impérialisme américain.

III – L'intervention de l'OTAN vue par ses critiques au gouvernement français

C'est d'abord au sein du gouvernement français, composé de la gauche plurielle, à savoir le Parti socialiste (PS), le Parti communiste (PCF), les Verts, le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et le Mouvement des citoyens (MDC) que nous avons identifié les partis politiques qui se sont résolument opposés à l'intervention de l'OTAN en RFY. Il s'agit du Parti communiste et du Mouvement des citoyens, dont le président, J.-P. Chevènement, est aussi le ministre de l'Intérieur. Notons que l'antiaméricanisme « politique » du PCF et du MDC se manifeste dans une conjoncture où les objectifs politico-militaires du gouvernement français coïncident *grosso modo* avec ceux du gouvernement américain. Cette situation a obligé les tenants de l'antiaméricanisme au gouvernement, le PCF et le MDC, à s'exprimer avec beaucoup de nuance et de subtilité en ce qui a trait à la politique française à l'égard de l'OTAN et des États-Unis. La critique ouverte et radicale de la politique du gouvernement vis-à-vis de la guerre les aurait forcés à démissionner du gouvernement. Vu leur faiblesse électorale, le départ du gouvernement ne représentait pas un bon choix ni pour J.-P. Chevènement, ni pour les ministres communistes.

A — Le parti communiste français (PCF)

Dès le début des frappes, le PCF était résolument contre l'intervention de l'OTAN. L'usage de la force contre la RFY était jugée inutile et illégitime. Pourtant, le 26 mars 1999, le Conseil de sécurité de l'ONU avait rejeté, par une large majorité de 12 contre 3, une résolution introduite par la Russie voulant faire

14 Pascal BRUCKNER, « Pourquoi cette rage anti-américaine ? », *Le Monde*, Paris, le 7 avril 1999, p. 1.

cesser les frappes en RFY. Le rejet du projet de résolution, qui ne fut finalement accepté que par la Russie, la Chine et la Namibie, a donné une légitimité aux frappes de l'OTAN en RFY¹⁵.

Un amalgame d'antiaméricanisme, hérité de la guerre froide et de son pacifisme isolationniste, constitue la matrice idéologique qui façonne l'attitude du PCF devant la guerre. Pour Robert Hue, secrétaire national du PCF et député à l'Assemblée nationale, la solution du conflit au Kosovo aurait dû passer exclusivement par le dialogue politique entre les Serbes et les Albanais. En s'exprimant dans les pages du journal *Le Monde*, Robert Hue écrit : « Je ne suis pas de ceux qui pensent que la solution pour faire reculer Milosevic était facile ; mais je suis sûr, pour ma part, qu'elle devait être *politique* et qu'il était possible de ne pas se laisser entraîner dans la stratégie de l'OTAN¹⁶. » Ces lignes ont été écrites après que les Serbes eurent déporté près d'un million d'Albanais du Kosovo.

La primauté du politique dans la résolution du conflit au Kosovo prend pour M. Hue la signification suivante : « ce n'est pas en ajoutant la guerre à la guerre qu'on créera les conditions de la paix¹⁷ ». La position de Robert Hue et de son parti à l'égard du conflit au Kosovo est identique à la position du président Mitterrand, exprimée quelques années auparavant à propos de la guerre en Bosnie¹⁸. Le PCF, en rejetant le recours à la force contre la RFY pour arrêter l'épuration ethnique, a fini par épouser la politique d'apaisement poursuivie par le président Mitterrand et le Premier ministre de la Grande-Bretagne, John Major, durant la guerre en Bosnie (1992-1995).

Pour le PCF, l'OTAN représente toujours le bras armé de l'Amérique, dont la mission consiste à réaliser les objectifs de la politique étrangère américaine. Robert Hue l'a clairement dit, le 26 mars 1999, deux jours après le début des

15. Le représentant de l'Argentine au Conseil de sécurité, Fernando Enrique Petrella, déclarait en ce sens que même si le vote massif contre la résolution ne pouvait être décrit comme l'endossement par l'ONU des frappes de l'OTAN, cela en raison de l'opposition de la Russie et de la Chine, la cinglante défaite du projet de résolution ne peut qu'affirmer « la légitimité des actions de l'OTAN ». Judith MILLER, « Russia's Move to End Strikes Loses, Margin Is a Surprise », *New York Times*, le 27 mars 1999, p. A7. Les pays qui ont rejeté le projet de résolution sont en premier lieu les membres de l'OTAN, soit les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, le Canada et les Pays-Bas, qui ont été rejoints par l'Argentine, le Bahreïn, le Brésil, le Gabon, la Gambie, la Malaisie et la Slovénie. Voir « Security Council Rejects Demand for Cessation of Use of Force Against Federal Republic of Yugoslavia », Communiqué de presse du Conseil de sécurité de l'ONU, SC/6659, le 26 mars 1999, disponible à <http://www.un.org/news/press>. Catherine Guicherd a également démontré de façon convaincante, dans un article récent, que malgré l'absence d'une résolution claire du Conseil de sécurité, l'action de l'OTAN au Kosovo comporte une base légale qui découle principalement des résolutions 1160 et 1199 du Conseil de sécurité de l'ONU. Catherine GUICHERD, « International Law and the War in Kosovo », *Survival*, vol. 41, n° 2 (été 1999), pp. 19-34.

16. Robert HUE, « Bouger l'Europe ! », *Le Monde*, le 6 juin 1999, p. 17. L'italique est de nous.

17. Jean-Michel APHATIE, « Le nouveau visage de la gauche « plurielle », *Le Monde*, le 11 juin 1999, p. 19.

18. Patrice CANIVEZ, « François Mitterrand et la guerre en ex-Yougoslavie », dans *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, sous la direction de Samy COHEN, Paris, PUF, 1998, p. 77.

frappes de l'OTAN à l'Assemblée nationale : « L'Europe est enfermée dans des décisions prises ailleurs pour des intérêts qui ne sont pas les siens¹⁹. » Aux yeux de Robert Hue, la prétendue perte de l'autonomie politique de la France à l'égard des États-Unis et de l'OTAN lors de l'opération « Force alliée » était jugée plus grave que les bienfaits de la victoire de l'Alliance atlantique pour les Albanais du Kosovo. Il résulte des propos de Robert Hue que ce sont les États-Unis qui ont entraîné la France et les alliés européens dans une aventure militaire qui n'a rien à voir avec les intérêts des Européens. Cependant, le PCF ne propose aucune alternative française ou européenne à la stratégie de l'OTAN. En réfléchissant sur la capacité de l'Europe à gérer et à prévenir de futurs conflits sur le continent européen, M. Hue se pose sans y répondre la question suivante :

Les Européens sauront-ils, pour la reconstruction de la paix – autrement difficile que la guerre – et pour prévenir de telles tragédies, mettre en commun leurs efforts ? Non pas sous la houlette – voire la férule – américaine, mais avec leurs valeurs propres²⁰ ?

Pour les communistes français, il n'est pas concevable que les États-Unis et l'Europe, pour ne pas dire la France, puissent avoir des intérêts communs en matière de sécurité sur le continent européen. La logique de R. Hue est simple : dès que les États-Unis interviennent dans une crise européenne, l'Europe devrait soit les en empêcher ou s'effacer devant la crise. Pas de coopération possible. Si l'Europe n'a pas les moyens ou la volonté politique de résoudre un conflit européen, tant pis pour les pays concernés. Il vaut mieux pour les communistes qu'un conflit européen se résolve par la victoire du plus fort que par la médiation euro-américaine. Sur ce point, l'analyse de R. Hue rejoint le raisonnement d'Alain Peyrefitte, qui a lancé un appel aux Européens afin de proclamer « une doctrine de Monroe » européenne, visant à interdire aux États-Unis de se mêler des affaires du vieux continent²¹.

B — Mouvement des citoyens²²

La réaction de J.-P. Chevènement face à la guerre au Kosovo est cohérente avec des positions qu'il a prises lors de la guerre du Golfe en 1991. À l'époque, J.-P. Chevènement était le ministre de la Défense dans le gouvernement

19. Jean-Michel APHATIE, « Le nouveau visage... », art. cit., p. 19.

20. Robert HUE, « Bouger l'Europe ! », art. cit., p. 17.

21. Alain PEYREFITTE, « L'heure de l'Europe européenne », *Le Figaro*, le 15 avril 1999.

22. L'Amérique entend se servir du conflit du Kosovo pour séparer durablement par un fleuve de ressentiments, et de sang s'il le faut, les Russes des autres Européens ; pour se dédouaner, aux yeux des pays musulmans – de la Turquie aux monarchies pétrolières du Golfe –, de ses liens indéfectibles avec l'État d'Israël ; pour imposer, enfin, aux Européens la pérennité de cet instrument d'hégémonie politique et militaire qu'est l'OTAN et aux Français en particulier la réintégration de fait de leur pays dans son dispositif militaire. Didier Motchane, Vice-président du Mouvement des citoyens. Didier MOTCHANE, « La barbarie n'a pas de domicile fixe », *Le Monde*, le 6 avril 1999, p. 12.

socialiste dont le premier ministre était Michel Rocard. J.-P. Chevènement a démissionné de son poste le 29 janvier 1991 pour exprimer son opposition à la fois contre la politique de son gouvernement qui faisait la guerre à l'Iraq et contre l'alignement du gouvernement français sur les positions politiques des États-Unis.

En effet, pour M. Chevènement, la guerre en Iraq ne représentait qu'une campagne impérialiste du géant américain, une entreprise aux allures coloniales. « Il s'est agi », écrivait-il à ce moment, « d'une expédition américaine qui est le contraire même de la stratégie indirecte qu'un pays comme le nôtre doit toujours privilégier²³. » Le ministre démissionnaire voyait en outre cette campagne comme contraire aux intérêts de la France²⁴, dont le rôle ne doit pas être, selon lui, celui d'un allié consentant des États-Unis. Au contraire, J.-P. Chevènement prétend que la France doit se positionner comme « le môle de la raison, du dialogue et de la coopération entre les peuples », et ce, notamment avec « le monde arabo-musulman, qui a besoin de trouver en Europe un contrepoids à la volonté hégémonique des États-Unis²⁵ ».

La démission de Chevènement, qui était aussi un proche du président François Mitterrand, était accueilli favorablement par ses amis politiques au sein du courant « Socialisme et République », au Parti socialiste. D'autres personnalités en vue comme Gisèle Halimi, l'ancienne ambassadrice de la France à l'UNESCO, l'écrivain et l'ancien conseiller du président Mitterrand, Régis Debray, et beaucoup d'autres, se sont solidarisés avec les vues exprimées par J.-P. Chevènement. Les mêmes personnes, avec en tête J.-P. Chevènement lui-même, adopteront des positions identiques sur la guerre du Kosovo.

Durant la guerre du Kosovo, J.-P. Chevènement occupe le poste de ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Lionel Jospin. Tout en participant au gouvernement, J.-P. Chevènement a pris ses distances à l'égard de la politique du Premier ministre et du Président de la République, Jacques Chirac, qui ont décidé que la France participerait aux frappes de l'OTAN contre la RFY. La réaction de J.-P. Chevènement aux frappes de l'OTAN ne diffère guère de celle du PCF. Le ministre de l'Intérieur a souligné d'emblée « sa préférence pour une solution *politique*²⁶ » du conflit au Kosovo qui exclut le recours à la force. D'un même souffle et pour mieux accentuer son malaise face au conflit au Kosovo, M. Chevènement ajoute : « On ne peut que regretter l'éclatement de la Yougoslavie en 1991. Ce jour-là, on a ouvert la boîte de Pandore²⁷. »

23. « M. Chevènement dénonce les « dérives » de la stratégie française », *Le Monde*, le 23 avril 1991, p. 15.

24. Claire TRÉAN, « Le malaise de M. Chevènement », *Le Monde*, les 20 et 21 janvier 1991, p. 4.

25. « Il est temps de refaire dignement de la politique... », *Le Monde*, le 21 février 1991, p. 10.

26. Jean-Michel APHATIE, « Jean-Pierre Chevènement, dit sa préférence pour une solution politique du conflit », *Le Monde*, le 26 mars 1999, p. 5. L'italique est de nous.

27. *Ibid.*

M. Chevènement nous propose effectivement une périodisation du conflit au Kosovo pour le moins inadéquate. D'après lui, ce fut la reconnaissance diplomatique de la Croatie et de la Slovénie par l'Allemagne qui, forçant la main à la communauté internationale, a « ouvert la boîte de Pandore » en 1991²⁸. Si la communauté internationale a commis une faute, ce n'est pas en 1991 quand elle a reconnu la Slovénie et la Croatie, mais bien en 1989 quand elle a accepté, sans broncher, l'abolition par la Serbie de l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine. La suppression en 1989 par Slobodan Milosevic de l'autonomie substantielle dont disposaient ces deux provinces a brisé l'équilibre politique de l'État fédéral, basé sur la constitution yougoslave de 1974. Par conséquent, c'est en 1989/90, en exerçant des pressions politiques sur la Serbie afin qu'elle respecte la constitution yougoslave, que la communauté internationale aurait pu modifier le cours des événements en ex-Yougoslavie. L'adoption en 1990 de la nouvelle constitution par la Serbie a pratiquement abrogé la constitution fédérale de 1974. Le départ de la Slovénie et de la Croatie en 1991 s'est produit au moment où Milosevic s'apprêtait à « kosoviser » le reste de la Yougoslavie.

Pour paraphraser M. Chevènement, « la boîte de Pandore » était ouverte non pas en 1991, mais le 28 juin 1989 à Gazimestan, au Kosovo, par Slobodan Milosevic. Ce jour-là, à l'occasion du sixième centenaire de la bataille de Kosovo, Milosevic a déclaré devant un million de Serbes en extase, massés sur le Champ des Merles :

Le mythe du Kosovo avait unifié tout le peuple serbe dispersé à travers la Yougoslavie. [...] Il joue aujourd'hui encore un rôle considérable en ce qui concerne la position du peuple serbe au Kosovo, mais aussi dans toute la Yougoslavie. [...] Aujourd'hui, six cents ans plus tard, nous nous trouvons à nouveau dans les batailles et devant les batailles. Celles-ci ne sont pas avec des armes, bien que cette forme ne soit pas encore à exclure²⁹.

L'année 1989 a été la plaque tournante pour la Yougoslavie. Veton Surroi, membre de la délégation des Albanais du Kosovo à la Conférence de Rambouillet, l'a bien senti. Il y a dix ans, il écrivait : « C'est au Kosovo où tout a commencé et c'est au Kosovo, je crois, que tout va se terminer³⁰. » Le 28 juin 1999, au Kosovo Polje, sont venus célébrer le 610^e anniversaire de la bataille de Kosovo le

28. La même périodisation et les mêmes arguments nous sont présentés par Ignacio Ramonet. Ce dernier écrit : « Les peuples des Balkans continuent de payer cher la cécité de l'Occident, qui, en 1991, a toléré une dislocation précipitée de l'ex-Yougoslavie conduite par les nationalistes [...] L'Allemagne l'encouragea même, en se hâtant de reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. » Ignacio RAMONET, « Kosovo », *Le monde diplomatique*, février 1999, p. 1.

29. Mirko GRMEK, Marc GJIDARA et Neven SIMAC, *Le nettoyage ethnique*, Documents historiques sur une idéologie serbe, Paris, Fayard, 1993, p. 271.

30. Renéo LUKIC, Allen LYNCH, *Europe from the Balkans to the Urals*, SIPRI, Oxford University Press, 1996, p. 145.

patriarche Pavle, de l'Église orthodoxe serbe, six prêtres et six fidèles. Le journaliste Rémy Ourdan qui était présent, a écrit : « La cérémonie avait des airs d'oraison funèbre, de nouvelle défaite historique³¹. » Pour les Serbes du Kosovo, l'année 1999 prendra la même signification que l'année 1389. En 1999, c'est « l'empire américain » qui leur a arraché le Kosovo...

M. Chevènement a choisi la « stratégie indirecte » pour faire savoir ce qu'il pense de l'intervention de l'OTAN. Pour justifier son hostilité à l'égard de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, Chevènement a distribué aux membres du gouvernement un extrait de l'essai de l'écrivain allemand Hans Magnus Enzensberger, qu'il a intitulé par ses soins « Quelques réflexions pour éclairer l'action ». Le texte d'Enzensberger ne se réfère pas explicitement à la situation du Kosovo. Il s'agit d'une critique de l'idéologie du « droit-de-l'hommeisme », écrite au moment de la guerre de Bosnie. D'après Enzensberger, « la morale est le dernier refuge de l'eurocentrisme. Il est temps de renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente³² ».

M. Enzensberger n'a pas apprécié que M. Chevènement utilise son texte, écrit quelques années auparavant pour désapprouver l'intervention de l'OTAN en RFY. Dans un article publié par le journal *Libération*, M. Enzensberger, à la consternation de J.-P. Chevènement, a invité l'Occident à armer les Albanais du Kosovo et à reconnaître leur « parlement et leur gouvernement³³ ». Après cette fausse sortie, M. Chevènement a adopté un profil bas sur le Kosovo, solidarité gouvernementale oblige, tout en laissant le champ libre à ses collaborateurs et amis politiques, notamment Didier Motchane, Max Gallo et Régis Debray, de condamner l'action de l'OTAN et l'alignement de la France sur les positions des États-Unis. Les vues exprimées par M. Gallo³⁴, D. Motchane³⁵ et R. Debray³⁶ et partagées par J.-P. Chevènement³⁷ reflètent, il faut le dire, un antiaméricanisme qui a trouvé un écho considérable dans l'opinion publique française.

Les prises de position des alliés politiques de J.-P. Chevènement ont créé une dynamique politique où les tenants de l'antiaméricanisme de droite (Charles Pasqua, Marie-France Garaud) se sont joints à celui de gauche. La guerre du Kosovo a ainsi créé l'union sacrée des « souverainistes républicains », ou si l'on préfère, des « nationaux-républicains » (l'expression est de

31. Rémy OURDAN, « Amertume serbe au Champ des Merles : « Si Milosevic a vendu le Kosovo, il devra payer » ! », *Le Monde*, le 30 juin 1999, p. 2.

32. « Renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente », *Le Monde*, le 3 avril 1999, p. 6.

33. Hans Magnus ENZENSBERGER, « Les bizarreries d'une guerre », *Libération*, le 15 avril 1999, p. 16.

34. Max GALLO, « Max Gallo : scandalisé », *Libération*, le 26 mars 1999, p. 8.

35. Didier MOTCHANE, « La barbarie ... », art. cit., p. 12 ; Didier MOTCHANE, « Où sont les Munichoïses ? », *Libération*, le 21 avril 1999, p. 8.

36. Régis DEBRAY, « Lettre d'un voyageur au président de la République », *Le Monde*, le 13 mai 1999, pp. 1 et 15.

37. « M. Chevènement soutient « l'analyse plus nuancée » de Régis Debray », *Le Monde*, le 8 juin 1999, p. 4.

Régis Debray). « Il s'agissait », écrit Jacques Julliard, « de défendre à travers le cas de la Serbie, le principe intangible de la souveraineté nationale contre les empiètements permanents de l'euroclâtrie, du fédéralisme, du mondialisme³⁸. »

De fait, Charles Pasqua, co-fondateur avec Jacques Chirac du RPR, signe un article avec Max Gallo, ancien porte-parole du gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, dans lequel ils affirment « que l'Europe, et au premier chef la France, ont perdu », dans la guerre que l'OTAN a menée contre la RFY, « toute capacité d'initiative³⁹ ». Didier Motchane, le vice-président du MDC, a signé avec Marie-France Garaud, la députée au Parlement européen (elle était élue la troisième sur la liste Pasqua-Villiers) un article dans lequel ils considèrent que « la substitution de l'OTAN à l'ONU marque le consentement des Européens à pérenniser jusqu'au cœur de l'Europe l'hégémonie diplomatique et militaire des États-Unis⁴⁰ ». L'union des républicains des « deux rives » est un couple politique contre nature. Il est symbolisé par l'entente Pasqua-Chevènement, par des personnages politiques interposés. Notons cependant qu'il ne repose pas sur un programme commun mais sur une volonté politique de barrer la route à l'influence américaine en Europe, même au prix de l'écrasement total des Albanais du Kosovo. Par ailleurs, Didier Motchane et Marie-France Garaud reconnaissent les divergences politiques qui les séparent tout en soulignant les points communs :

Il serait temps de faire cesser l'alignement de notre pays sur les décisions d'une Alliance qui, sous couleur de restaurer les droits de l'homme en Europe, prétend combattre la barbarie barbare par une barbarie prétendument civilisée, exacerbe dans l'ensemble des Balkans et en Russie les querelles ethniques et les nationalismes les plus virulents, et prépare à l'Europe entière un avenir assujéti à des intérêts qui ne sont pas les siens⁴¹.

Pour M. Motchane le règlement de la crise du Kosovo passe d'abord par l'écartement diplomatique des États-Unis au profit de la Russie. Les propositions formulées par M. Motchane, pour arrêter la guerre, rejoignent sur plusieurs points les propositions émanant de Belgrade et de Moscou. M. Motchane considère que

Les bases d'une négociation réaliste sont connues – arrêt des frappes, établissement au Kosovo d'une force d'interposition fournie par des pays extérieurs au conflit –, retour des Kosovars déportés dans une province largement autonomisée et cantonalisée ; les voies de cette négociation le

38. Jacques JULLIARD, « Kosovo : retour sur une guerre nécessaire », *Le Nouvel Observateur*, n° 1809, du 8 au 14 juillet 1999, p. 31.

39. Max GALLO, Charles PASQUA, « Pas de paix sans indépendance de l'Europe », *Le Monde*, le 2 avril 1999, pp. 1 et 17.

40. Marie-France GARAUD, Didier MOTCHANE, « Du consentement à l'assujétissement », *Le Monde*, le 11 juin 1999, p. 21.

41. *Ibid.*

sont également – une médiation russe et le Conseil de sécurité ; encore faut-il en imposer la volonté à une volonté contraire⁴².

M. Motchane souhaite voir déployer au Kosovo une force d'interposition, de toute évidence sous les auspices de l'ONU, composée de pays qui sont tenus à l'écart du conflit qui a opposé l'OTAN et la RFY⁴³. Il s'agirait d'une mission qui aurait été une réplique de la mission de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, entre 1992-95. En réalité, la force d'interposition proposée par D. Motchane aurait été encore moins crédible que la FORPRONU qui était, rappelons-nous, constituée en majorité de soldats français et britanniques. Paul-Marie de la Gorce, pour sa part, regrette que les Occidentaux n'aient pas pris en considération la proposition du président de la Serbie, M. Milan Milutinovic qui évoquait, aux négociations de Rambouillet, la possibilité d'une présence « internationale » au Kosovo sous l'égide de l'ONU composée des troupes provenant de la Russie, de la Grèce [les alliés de la Serbie], ou « des États d'Europe occidentale, à l'exclusion de troupes dépendant officiellement et directement de l'OTAN⁴⁴ ». Il nous paraît difficile de croire qu'après Srebrenica quelqu'un puisse penser que les soldats de l'ONU, en mission de maintien de la paix, auraient pu empêcher les soldats serbes de commettre des crimes au Kosovo. À Srebrenica, la FORPRONU a assisté, sans réagir, au triage des hommes et de leurs familles par les soldats du général Ratko Mladic qui les ont ensuite froidement abattus, par milliers, et cela de la même manière que l'avaient fait les *Einsatzgruppen* sur le front de l'Est en 1941. De même que les troupes hollandaises de la FORPRONU n'ont pas pu, ou n'ont pas voulu, empêcher les soldats de Mladic de commettre le crime à Srebrenica, les membres de la mission de l'OSCE étaient incapables d'empêcher le massacre au village de Racak, le 15 janvier 1999. À Racak, le chef de la mission de l'OSCE, William Walker, après avoir dénoncé le massacre de 45 villageois, « un crime contre l'humanité », devant la presse internationale, était considéré par le gouvernement yougoslave *persona non grata* et prié de quitter le territoire de la RFY⁴⁵.

Quant au retour des réfugiés au Kosovo que la force d'interposition devrait rapatrier, notons que 30 000 soldats du SFOR en Bosnie-Herzégovine sont incapables de l'assurer jusqu'à présent nonobstant le fait qu'ils sont en Bosnie depuis 4 ans. Les autorités de la République serbe en Bosnie-Herzégovine s'opposent systématiquement au rapatriement des réfugiés bosniaques et croates sans que le SFOR ne puisse y faire grand-chose. Quant à la cantonalisation du Kosovo que M. Motchane évoque, il s'agit, ne soyons pas dupes, de la partition déguisée du Kosovo. Cette « solution » du conflit du Kosovo était

42. Didier MOTCHANE, « Où sont les Munichois? », art. cit., p. 8.

43. Cette solution est également envisagée par Ignacio Ramonet qui souhaiterait voir les « casques bleus » déployés au Kosovo à la place des forces de l'OTAN. IGNACIO RAMONET, « Le gâchis », *Le Monde diplomatique*, mai 1999, p. 1.

44. Paul-Marie de la GORCE, « Histoire secrète des négociations de Rambouillet », *Le Monde diplomatique*, mai 1999, p. 4.

45. « Walker Persona Non Grata », La déclaration du gouvernement fédéral, *Review of International Affairs*, Belgrade, n° 1076, le 15 janvier 1999, p. 27.

voulue par la Serbie et la Russie après le début des frappes de l'OTAN. L'Union européenne et les États-Unis ont résisté à cette tentative d'imposer le partage du Kosovo et pour cette raison, ils ont refusé d'accorder à la Russie un secteur autonome pour le maintien de la paix au Kosovo.

Le refus des Occidentaux de donner à la Russie un secteur au Kosovo, dans le cadre de l'opération du maintien de la paix, était difficile à justifier. Chaque membre du Groupe de contact (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, États-Unis, sauf la Russie) a obtenu un secteur au Kosovo afin de le pacifier. Les propos ouvertement pro-serbes tenus publiquement par Viktor Tchernomyrdine qui était le médiateur dans le conflit qui opposait l'OTAN et la RFY se sont retournés contre la Russie et son allié yougoslave. Tchernomyrdine, le 27 mai 1999, donnait en effet les véritables raisons de la médiation russe :

La Russie a pris la responsabilité de faire la médiation entre Belgrade et l'OTAN non pas parce qu'elle souhaite ardemment aider l'Alliance à implanter ses stratégies, qui vise la capitulation de Milosevic et l'établissement *de facto* d'un protectorat de l'OTAN au Kosovo. Ces objectifs de l'OTAN vont à l'encontre de la position de la Russie, qui désire le déploiement de forces de l'ONU au Kosovo et la protection de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Yougoslavie⁴⁶.

En outre, le refus du représentant russe dans le Groupe de contact, Boris Maïorski, de signer le document issu des négociations de Rambouillet-Kléber, malgré le fait que tous les membres du Groupe de contact et la délégation albanaise l'aient ratifié, a sonné le glas de la coopération entre la diplomatie russe et les Occidentaux. En s'alignant sur les positions de la RFY qui a rejeté le compromis diplomatique proposé par le Groupe de contact, la Russie a, en effet, encouragé les extrémistes de Belgrade à résister militairement à l'OTAN.

Vu sous cet angle, la mise à l'écart de la Russie durant la division des zones d'occupation par les membres du Groupe de contact, apparaît moins surprenante. La méfiance des Occidentaux à l'égard des Russes s'est avérée fondée comme nous l'a montré l'incident survenu à l'aéroport de Pristina. Les militaires russes, après avoir violé leurs engagements pris au sein de la mission du SFOR en Bosnie, en quittant leur secteur sans en informer l'OTAN, se sont empressés d'occuper l'aéroport de Pristina, cela sans le consentement de l'alliance. La mission de la KFOR au Kosovo désignée par l'OTAN et autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU était conçue sur le modèle de la gestion de Berlin durant la guerre froide. Berlin était divisée en quatre secteurs d'occupation au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. La ville est devenue rapidement divisée en deux secteurs : l'un occidental, l'autre soviétique. Les membres du Groupe de contact ont voulu éviter à tout prix que le Kosovo et sa population finissent par être partagés en deux secteurs : l'un russe, peuplé exclusivement par les Serbes, et l'autre albanais, géré par les Occidentaux. Les

46. Viktor TCHERNOMYRDINE, « Impossible to Talk Peace With Bombs Falling », *The Washington Post*, le 27 mai 1999, p. A39.

craintes des Occidentaux que le territoire du Kosovo puisse se fragmenter ethniquement, même dans un secteur contrôlé par eux, se sont avérées fondées. Dans le secteur français, établi dans la ville de Kosovska Mitrovica, peuplée de Serbes et d'Albanais, « l'armée française a décidé de tolérer, au moins temporairement, la partition [de la ville] imposée par des chefs d'unités paramilitaires serbes⁴⁷ ».

C — Front national – Mouvement national (FN-MN) et Front national
– Unité française (FN-UF)

Hors du gouvernement, les partis politiques qui ont sévèrement critiqué les frappes de l'OTAN sont ceux de l'extrême droite. Les dirigeants du FN-MN et du FN-UF, Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen, ont eux aussi fait valoir leur objection devant l'intervention de l'OTAN en RFY. Ces reproches, à l'image de ceux formulés par les autres partis politiques identifiés jusqu'ici, sont fortement teintés d'un antiaméricanisme viscéral, bien qu'ils soient en plus rehaussés des propos racistes qui caractérisent ces partis extrémistes et leurs dirigeants.

Bruno Mégret, chef du FN-MN, affirme sans détour que les États-Unis « se sont arrogé, de façon unilatérale, le droit de bombardier un État souverain parce qu'ils ne voulaient pas donner l'indépendance à l'une de ses provinces où une population immigrée était devenue majoritaire⁴⁸ ». Belle façon, avouons-le, d'attaquer du même coup la prétendue ingérence américaine et de justifier les actions génocidaires du gouvernement de Milosevic. D'ailleurs, sur ce dernier point, Mégret confond carrément les coupables, en insistant sur le fait que l'opération de nettoyage ethnique « a été totalement amplifiée par l'action américaine⁴⁹ ».

Pour sa part, Jean-Marie Le Pen, le président du FN-UF, n'y va pas de propos moins grossiers. L'intervention de l'OTAN en RFY ne fait, selon lui, que prouver jusqu'à quel point l'Europe est « à la botte des États-Unis⁵⁰ ». Sur ce plan, les déclarations de Le Pen rejoignent de manière explicite celles de Chevènement. Le Pen aussi aurait souhaité une solution politique au conflit, lui qui dit « [croire] à la négociation⁵¹ ». Notons que Le Pen qualifie l'intervention de l'OTAN d'ingérence humanitaire, « qui permet exclusivement au fort de s'ingérer dans la politique des faibles⁵² ». Ces mêmes paroles ont aussi été tenues par J.-P. Chevènement, qui soutenait au même moment que « la vision

47. Rémy OURDAN, « Amertume serbe au Champ des Merles... », art. cit., p. 2.

48. Patrick JARREAU, Olivier MAZEROLLE et Pierre-Luc SÉGUILLON, « M. Mégret : « La France est une nation chrétienne », *Le Monde*, le 8 juin 1999, p. 16.

49. *Ibid.*

50. Patrick JARREAU, Olivier MAZEROLLE et Pierre-Luc SÉGUILLON, « M. Le Pen : « C'est aussi un pays multiconfessionnel », *Le Monde*, le 8 juin 1999, p. 16.

51. *Ibid.*

52. *Ibid.*

impérialiste qu'implique, naturellement, la théorie du droit d'ingérence, appelée humanitaire, quand nous n'avons jamais vu les petits [États] s'immiscer dans les affaires des grands⁵³ ». De plus, Le Pen voit un paradoxe flagrant dans l'intervention des Américains au Kosovo, jugeant que ceux-ci devraient être les derniers à intervenir dans une guerre civile, eux qui ont, dit-il, « éliminé les Indiens d'Amérique du Nord⁵⁴ ». D'ailleurs, Le Pen ne tente même pas de justifier les exactions de Milosevic et de ses acolytes. En quelques mots seulement, il parvient à exprimer sa position devant l'épuration ethnique du Kosovo : « Le pouvoir serbe est chez lui⁵⁵ », prétend-il sans broncher, comme si les Albanais du Kosovo, eux, n'étaient pas chez eux. Ainsi, Le Pen, tout comme Mégret, en plus de véhiculer des sentiments hostiles envers les États-Unis, discrédite l'horreur subie par les Kosovars albanais sous prétexte qu'il s'agit d'une population immigrée. Les deux semblent carrément oublier la durée de l'implantation albanaise au Kosovo⁵⁶, tout comme ils ne manquent pas d'avertir les Français que d'autres « Kosovos » sont en train de se créer en France avec l'arrivée d'immigrants musulmans en provenance du Maghreb. La guerre au Kosovo aura donc servi à Mégret et Le Pen, une fois de plus, à justifier leur politique raciste et anti-immigration.

IV – L'attitude des intellectuels durant l'intervention de l'OTAN en RFY

De même que le contraste entre les perceptions des hommes politiques français et les élites politiques européennes était frappant, le même phénomène apparaît au niveau des représentants de la société civile, voire les intellectuels. Un certain nombre d'entre eux ont pris les mêmes positions face à l'intervention de l'OTAN que la classe politique appartenant à la coalition des partis politiques « anti-frappes⁵⁷ ».

53. « M. Chevènement soutient « l'analyse plus nuancée » ... », art. cit., p. 4.

54. Patrick JARREAU, Olivier MAZEROLLE et Pierre-Luc SÉGUILLON, « M. Le Pen : « C'est aussi un pays... », art. cit., p. 16.

55. *Ibid.*

56. Georges Castellan rappelle que « [l]es plus anciens Balkaniques sont sans doute les Grecs et les Illyriens-Albanais ». Ces derniers auraient glissé « du bassin du Danube aux rives de l'Adriatique où ils se perpétuèrent durant deux millénaires non sans de nombreux apports successifs, en particulier des Slaves, pour donner naissance au peuple albanais ». Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans (XIV^e-XX^e siècle)*, Paris, Fayard, 1991, p. 21. On reconnaît généralement que les Albanais constituent la majorité de la population du Kosovo depuis au moins le milieu du 18^e siècle. Voir Glenn E. CURTIS (éd.), *Yugoslavia: A Country Study*, Federal Research Division, Library of Congress, U.S. Government Printing Office, 1992, p. 32.

57. Parmi les opposants aux frappes, on trouve les noms de Henri Cartier-Bresson, Costa Gavras, Pascal Lainé, Jean Vautrin et d'autres. En tout 23 personnalités, appartenant au monde politique et à celui des arts, ont signé une lettre ouverte au Premier ministre dans laquelle ils critiquent la participation de la France aux frappes de l'OTAN. Voir « Pour un débat sur la guerre dans les Balkans », *Le Figaro*, le 21 mai 1999, p. 2.

Régis Debray, Jean Baudrillard, Jean Clair...

Les prises de position de Régis Debray sur la guerre au Kosovo ont attiré une attention particulière des médias français. L'éminence grise du MDC, membre du club « Phare et Balise » et aussi lié à la fondation Marc Bloch, Régis Debray incarne aujourd'hui avec J.-P. Chevènement la variante néo-gaulliste de l'antiaméricanisme en France. En faisant la généalogie de la pensée politique et de l'engagement politique de Régis Debray, nous nous sommes aperçu que l'hostilité à l'égard de la politique étrangère américaine est une constante dans son analyse de la politique internationale. M. Debray considère que l'alignement politico-militaire de la France sur les États-Unis va à l'encontre de sa propre expérience historique. « Elle [la France] n'a dû son existence qu'en s'alliant au faible contre le fort du moment. Quand elle fait le contraire, elle trahit autant son histoire que ses intérêts et son avenir⁵⁸. »

Pour situer les propos de Régis Debray durant la guerre contre la RFY, il faut revenir sur les positions qu'il a tenues durant la guerre du Golfe et durant le conflit en Bosnie. En 1991, Debray a pris position de façon très claire contre la guerre du Golfe. Ses vues étaient proches de celles de Chevènement, qu'il félicitait d'ailleurs d'avoir eu le courage de démissionner du gouvernement. Debray voyait dans « la logique de guerre » la « logique du pire ». Il regrettait amèrement que la communauté internationale n'ait pas continué l'embargo contre l'Irak, un moyen efficace selon lui de venir à bout de Saddam Hussein⁵⁹. Debray rejetait aussi la responsabilité du déclenchement de la guerre sur les États-Unis. Dans son esprit, cette guerre était avant tout américaine, « décidée au début août [1990] à Washington, légalisée ensuite par le Conseil de sécurité à travers une résolution ambiguë, avec la participation des clients et satellites, sans oublier l'achat des hésitants⁶⁰ ». Satellites dont fait assurément partie la France, aux yeux de Debray, elle qui a été obligée par cette campagne de réintégrer l'OTAN « au rang de l'Italie, sa politique méditerranéenne en moins et les B-52 en plus⁶¹ ». Debray, en fait, voyait les intérêts français gravement menacés par la participation de son pays à ce conflit car, disait-il à l'époque, la France était condamnée à jouer le rôle de l'allié obligé et obéissant dans une zone d'influence presque exclusivement américaine, ce qui déstabiliserait sa position auprès d'autres pays arabes opposés à la guerre tels la Tunisie, l'Algérie ou le Liban, là où la France a des intérêts beaucoup plus importants⁶². Bref, pour Debray, la coalition anti-iraquienne assemblée par les États-Unis n'était qu'une manifestation de la suprématie américaine, au service du nouvel ordre mondial désigné par l'administration Bush.

58. Régis DEBRAY, « Confession d'un antiaméricain », dans *L'Amérique des Français*, sous la direction de Christine FAURÉ et Tom BISHOP, Paris, Éditions François Boutin, 1992, p. 208.

59. Régis DEBRAY, « La guerre en procès », *Le Nouvel Observateur*, n° 1371, 14 au 20 février 1991, p. 48.

60. *Idem*, p. 49.

61. *Ibid.*, p. 51.

62. *Ibid.*

Durant la guerre en Bosnie, Régis Debray s'est fait remarquer par son article « Les frères ennemis⁶³ », ce qui lui a valu quelques commentaires acerbes de la part de Bernard-Henry Levy⁶⁴. L'article de Debray était, sur deux points principaux, parfaitement en accord avec la politique du président Mitterrand, à savoir le maintien de l'embargo sur les armes en Bosnie et le non-recours à la force contre les Serbes de Bosnie. À propos de l'embargo Debray écrit :

Outre que l'armée bosniaque est déjà largement équipée, en ce moment même, par Américains, Saoudiens et Pakistanais, comme l'armée serbe l'est par les Russes et le trafic, et les Croates par d'autres, on peut se demander, au vu du rapport des forces, si les Musulmans auraient finalement avantage à une mêlée générale sur le terrain⁶⁵.

Le malheur des Bosniaques (pour l'auteur ce sont des « Musulmans »), est d'être un « allié » de deux adversaires politiques de la France, selon Debray, à savoir l'Amérique et l'Islam. Régis Debray n'avait pas beaucoup de sympathie pour les citoyens de Sarajevo durant la guerre. Dans son article « Les frères ennemis », il écrit « être l'un des derniers à n'avoir pas fait le voyage de Sarajevo⁶⁶ ». En refusant de se rendre à Sarajevo, il laisse entendre que dans les Balkans il y a des peuples et des villes fréquentables et d'autres qui ne le sont pas. Cinq ans après, au mois de mai 1999, M. Debray a fait un voyage au Kosovo. Il plaide aujourd'hui en faveur d'un arrêt des frappes de l'OTAN à cause, comme il le dit lui-même, du passé des Serbes qui étaient des résistants antinazis durant la Deuxième Guerre mondiale. « Après tout », écrit Debray, « il y a eu, pendant l'occupation, des divisions SS albanaise, musulmane et croate – jamais serbe⁶⁷. »

Dans son article « Lettre d'un voyageur au président de la République », Régis Debray, voyageur averti, prend soin d'expliquer au président Chirac la situation présente au Kosovo. Au bout d'un voyage de dix jours, fait à la manière de Peter Handke⁶⁸, M. Debray nous livre un récit de voyage qui se veut objectif et sans parti pris. En s'adressant au président Chirac sous forme épistolaire (comme jadis Boris Vian), M. Debray souhaite avertir le président de la République qu'il est mal informé sur la situation au Kosovo. Selon Debray, la responsabilité pour cet état de chose incombe aux médias français, dont les informations en provenance de Serbie et du Kosovo sont déficientes. Par conséquent, la politique étrangère de la France envers la RFY, dont le principal architecte est le président Chirac, est erronée, car elle repose sur de fausses représentations de la réalité au Kosovo. En interpellant le président de

63. Régis DEBRAY, « Les frères ennemis », *Le Monde*, le 25 mai 1994, p. 2.

64. Bernard-Henry LEVY, *Le Lys et la cendre*, Paris, Grasset, 1996, pp. 341-345.

65. Régis DEBRAY, « Les frères ennemis », art. cit., p. 2.

66. *Ibid.*

67. Régis DEBRAY, « Lettre d'un voyageur... », art. cit.

68. Peter HANDKE, *Un voyage hivernal vers le Danube, la Sava, la Morava et la Driva*, Paris, Gallimard, 1996.

la République, M. Debray espère que la France modifiera sa politique étrangère à l'égard de la RFY.

M. Debray commence « la lettre » en rappelant à ses lecteurs qu'en Serbie depuis le début des frappes de l'OTAN « trois cents écoles, partout ont été touchées par les bombes ». L'information s'est avérée inexacte. Ce « fait » n'a été confirmé par aucune source digne de foi.

Le dogmatisme idéologique de M. Debray détermine sa perception de la guerre au Kosovo. Ce qu'il voit au Kosovo c'est du « déjà vu » en Bosnie. Le « Musulman » de Bosnie était remplacé par un autre « Musulman » du Kosovo. Les Serbes seraient, à en croire M. Debray, les victimes d'un complot international dont les médias français se font complices. Voici le témoignage direct de M. Debray dans son rôle de journaliste à Pristina :

[...] je ne puis témoigner que de paysans albanais de retour à Pudajevo [Podujevo], de soldats serbes montant la garde devant des boulangeries albanaïses – dix rouvertes à Pristina —, et des blessés des bombardements, albanais et serbes côte à côte, dans l'hôpital de Pristina (deux mille lits)⁶⁹.

Du 16 au 27 mai 1999, une mission des Nations Unies a séjourné au Kosovo et dans d'autres régions de la République fédérale de Yougoslavie, presque en même temps que Régis Debray (du 2 au 9 mai 1999). Voici un extrait du rapport que la mission a soumis, le 9 juin, à M. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU :

La crise au Kosovo a eu pour résultats le déplacement et l'expulsion massifs et forcés de centaines de milliers de civils, la destruction systématique de biens et de moyens d'existence, l'anarchie et la violence gratuite, des milliers de meurtres établis, un nombre incalculable de décès encore inexplicables et des souffrances indicibles⁷⁰.

Mme Carla Del Ponte, le procureur du TPIY a dressé un premier bilan du travail d'exhumation effectué au Kosovo pour le tribunal depuis la fin de l'intervention aérienne de l'OTAN. « 2108 corps exhumés, au total 4266 cadavres retrouvés sur 195 sites ayant fait l'objet d'une enquête bouclée [...] 519 sites ont pour l'heure été localisés, ils sont suspectés de receler 11 334 corps⁷¹ ». Il s'agit de la population albanaïse, exécutée par l'armée yougoslave et les paramilitaires entre le 24 mars et le 2 juin 1999.

Ce qui préoccupe le plus M. Debray, ce n'est pas tellement la situation des Albanais au Kosovo (d'après lui, elle n'est pas si mauvaise que cela), mais l'image de la France à Belgrade. À la fin de sa « lettre », M. Debray confie à son lecteur et en premier lieu au président de la République, « la honte » qu'il a

69. Régis DEBRAY, « Lettre d'un voyageur... », art. cit.

70. « Les ravages d'une guerre », document de l'ONU, *Le Monde diplomatique*, juillet 1999, p. 12.

71. Afsané BASSIR POUR, « Le procureur du TPIY dresse un premier bilan des travaux d'exhumation au Kosovo », *Le Monde*, le 12 novembre 1999, p. 3.

ressentie à Belgrade, en conversant avec « un opposant démocrate serbe ». En posant la question à son interlocuteur serbe, pourquoi le président Milosevic « recevait avec empressement telle personnalité américaine et non française », celui-ci lui a répondu : « De toute façon, mieux vaut parler au maître qu'à ses domestiques⁷². » En acceptant de participer à la guerre contre la Serbie, sous la férule des Américains, la France a donc perdu son rang et son honneur à Belgrade.

Il serait hasardeux de comparer l'influence des intellectuels sur les présidents, en France et aux États-Unis. Il nous semble que M. Debray aspire au même rôle auprès du président Chirac que Robert Kaplan, surtout par son livre *Balkan Ghosts*⁷³, a eu auprès du président Clinton⁷⁴. La « lettre » au président Chirac n'a pas produit l'effet escompté. Le président Chirac n'a pas pris en considération les suggestions de M. Debray et la France a maintenu le cap de sa politique étrangère à l'égard de la RFY.

La révision du présent à laquelle s'est livré Régis Debray dans son analyse de la politique internationale dans les Balkans n'était pas une démarche isolée. D'autres intellectuels ont fait des raccourcis analytiques entre l'impérialisme américain, le droit international et l'intervention de l'OTAN en RFY, auprès desquels Debray fait figure de modéré.

72. Régis DEBRAY, « Lettre d'un voyageur... », art. cit.

73. Robert D. KAPLAN, *Balkan Ghosts*, New York, St. Martin's Press, 1993.

74. Le président Clinton a reconnu à plusieurs reprises que le livre de Robert Kaplan et son antécédent de Rebecca West, *Black Lamb and Grey Falcon*, publiés dans les années trente, ont eu un impact considérable sur lui et sa politique en Bosnie. Il ne serait pas exagéré de dire que la politique américaine à l'égard de la Bosnie, durant la période 1992-1995, qu'on pourrait qualifier de « laisser aller », était déterminée en grande partie par les thèses de Kaplan. Dans son livre, Kaplan affirme que les conflits ethniques en ex-Yougoslavie sont le résultat de haines ancestrales et que l'intervention d'un État tiers ou de la communauté internationale est d'avance vouée à l'échec. Il est intéressant de noter que le président Clinton a reconnu que les thèses de Kaplan et les prescriptions qui en découlent se sont avérées fausses. En s'adressant à un groupe d'anciens combattants au mois de juin 1999, le président Clinton souligne : « Il y a ceux qui disent que l'Europe et ses alliés américains ne doivent pas se mêler aux conflits ethniques dans les Balkans. Selon certains, ces conflits sont le résultat inévitable d'animosités vieilles de plusieurs siècles, qui ont été déclenchées par la fin des contraintes de la Guerre froide en Yougoslavie et ailleurs. J'ai moi-même tenu ces propos, à une ou deux occasions, et je le regrette maintenant plus que je ne puis le dire... Nous ne faisons aucune faveur, ni à nous ni au reste du monde, quand nous justifions notre passivité devant ce genre de massacres en simplifiant à outrance et en diabolisant de façon commode l'ensemble des Balkans en prétendant que ces peuples sont incapables de comportements civilisés les uns avec les autres ». Cité par Roger COHEN, « Madeleine Albright's Foreign Past and America's Foreign Policy » – Memory goes to War », *The New Republic*, le 12 juillet 1999, p. 34. Les dirigeants américains ont finalement compris, après quelques années d'apprentissage..., qu'à l'origine des conflits en ex-Yougoslavie ne sont pas les haines ancestrales, mais les haines contemporaines fomentées par les ultranationalistes serbes ayant à leur tête Milosevic.

Pour mieux illustrer comment les intellectuels ont perçu la politique étrangère américaine dans les Balkans, citons deux vues, peut-être exagérées mais néanmoins révélatrices de l'état d'esprit des élites culturelles en France. Voici d'abord le point de vue de Jean Baudrillard, un essayiste et écrivain vénéré tant en France qu'aux États-Unis, qui nous révèle les « vraies » intentions des États-Unis à l'égard de l'Europe et du monde. « L'Amérique », nous dit monsieur Baudrillard,

après être venue à bout du communisme au terme d'une troisième guerre mondiale froide et décongelée, après avoir neutralisé l'autre puissance immédiatement menaçante, le Japon, grâce à une déstabilisation elle-même largement calculée des places financières asiatiques, l'Europe est désormais son point de mire, et son objectif celui de faire échec le plus longtemps possible aux velléités de multinationale européenne cohérente, qui deviendrait une rivale menaçante⁷⁵.

L'écrivain Michel Deutsch croit, pour sa part, que

le soutien accordé par les Américains aux musulmans kosovars doit contribuer à faire oublier dans le monde arabe leur politique de soutien inconditionnel à la politique de Netanyahu [...] Les États-Unis agissent, en effet, comme s'il fallait contenir et affaiblir la Russie (et le monde slave), mais aussi l'Europe, sur son flanc sud, en soutenant sans faiblir la Turquie (l'Empire ottoman est le concurrent de la Russie depuis le XVIII^e siècle), notamment en passant par pertes et profits les Kurdes⁷⁶.

Tant Baudrillard que Deutsch sont incapables de reconnaître l'événement historique auquel ils (et le reste du monde) se trouvent confrontés à présent, à savoir les crimes de guerre commis par la soldatesque de Milosevic contre les Albanais du Kosovo. Le sens qu'ils donnent à l'action de l'OTAN en RFY est en réalité un contresens. À la place d'une analyse fondée sur les faits, Baudrillard nous sert l'histoire-complot, concoctée par l'Amérique toute-puissante contre l'Europe, son prochain rival au XXI^e siècle. Deutsch, en revanche, en utilisant des analogies inadéquates de l'histoire diplomatique européenne du XIX^e siècle a cru identifier les nouvelles cibles de l'expansionnisme américain (la Russie et le monde slave, Proche et Moyen-Orient).

Certains analystes de la politique étrangère américaine ont déjà cherché durant le conflit à expliquer les raisons qui ont poussé les États-Unis et l'OTAN à faire la guerre à la RFY. Pierre Hassner a évoqué l'impact de la guerre en Bosnie et au Kosovo en 1998 sur les dirigeants des pays occidentaux, la crédibilité de l'OTAN en tant qu'organisation internationale et le génocide contre les Albanais du Kosovo entrepris par le régime de Milosevic comme des motifs potentiels de l'intervention américaine⁷⁷. À l'âge de la transmission en direct par CNN des crimes de guerre, la pression sur les élites politiques pour

75. Jean BAUDRILLARD, « Duplicité totale de cette guerre », *Libération*, Paris, le 29 avril 1999, p. 6.

76. Michel DEUTSCH, « L'Amérique otanise l'Europe », *Libération*, Paris, le 1^{er}-2 mai 1999, p. 6.

77. Pierre HASSNER, « Le barbare et le bourgeois », *Politique internationale*, été 1999, pp. 81-99.

qu'elles agissent croît au fur et à mesure que les atrocités s'intensifient. C'était notamment le point exprimé par Joseph S. Nye⁷⁸. D'autres ont évoqué l'effet de « domino » de la crise au Kosovo sur les pays voisins dont la conséquence pourrait être l'embrasement de l'Europe du Sud-Est⁷⁹. Baudrillard et Deutsch nous déclarent que la politique étrangère américaine cherche l'assujettissement du reste du monde sans chercher à fonder leur thèse sur l'analyse des faits. Il nous semble que ni Baudrillard ni Deutsch ne veulent aborder le conflit sous l'angle des nouvelles réalités dans les relations internationales que sont la dépossession de l'État criminel de sa sacro-sainte souveraineté et la mondialisation des normes propres à l'État de droit. Du reste, ce ne sont pas les Américains qui ont conceptualisé l'idée du nouvel ordre moral et politique en Europe, mais plutôt le Premier ministre britannique, Tony Blair, lors d'un discours qu'il a prononcé à Chicago le 22 avril 1999 :

Le problème le plus pressant auquel nous ayons à faire face en politique étrangère est d'identifier le moment où nous pouvons intervenir dans un conflit étranger. La non-interférence a longtemps été un principe important de l'ordre international. Et c'est un principe que nous ne voulons pas rejeter trop rapidement. Un État ne doit pas avoir le sentiment qu'il peut changer le système politique d'un autre pays, encourager des mouvements subversifs ou encore envahir des territoires sur lesquels il pense avoir des droits. Mais le principe de non-interférence doit être nuancé à bien des égards. Les actes de génocide ne peuvent jamais être totalement des considérations internes d'un État. Quand l'oppression produit des flots massifs de réfugiés qui déstabilisent les pays voisins, alors ces actes peuvent être qualifiés de « menace à la paix et à la sécurité internationale ». Quand un régime est fondé sur le pouvoir d'une minorité, il perd sa légitimité, le cas de l'Afrique du Sud en est un bon exemple⁸⁰.

Le discours de Tony Blair rejoint l'analyse du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en ce qui concerne le devoir de l'ONU de protéger les droits de l'homme même par l'usage de la force s'il le faut. Le 7 avril 1999, M. Annan déclarait devant la Commission de l'ONU des droits de l'homme que les frappes de l'OTAN en RFY montrent de façon claire que la Charte des Nations Unies ne peut plus servir désormais à protéger les pays qui désirent commettre des actes de génocide, même si traditionnellement cette Charte protège la souveraineté nationale. La protection des droits de l'homme, affirmait M. Annan, « doit avoir préséance sur les questions de souveraineté des États. Aussi longtemps que je serai secrétaire général, l'ONU placera toujours les êtres

78. Joseph S. NYE, « Redefining the National Interest », *Foreign Affairs*, juillet-août 1999, pp. 22-36.

79. Charles KUPCHAN, « ... And Fractured U.S. Resolve », *Washington Post*, 13 juin 1999, pp. B1 et B4.

80. Tony BLAIR, « Doctrine of International Community », Discours du premier ministre Tony Blair devant le club économique de Chicago, le 22 avril 1999. Discours disponible à <http://www.fco.gov.uk/news/speech>.

humains au centre de ses préoccupations⁸¹ ». L'inculpation pour crimes contre l'humanité du président Milosevic par le TPIY le 27 mai 1999⁸² confirme par ailleurs la centralité des droits de l'homme pour les Nations Unies signalée par Kofi Annan.

Certaines analogies historiques présentées durant les frappes de l'OTAN paraissent à la fois absurdes et outrageuses. C'est notamment le cas de « l'analyse » de Jean Clair, le directeur du Musée Picasso à Paris, où l'auteur compare le bombardement par l'OTAN des cibles militaires à Belgrade au bombardement du village de Guernica par les nazis, immortalisé par le tableau de Picasso⁸³. Il en va de même pour les analogies proposées par Daniel Bensaïd⁸⁴, Denis Duclos⁸⁵ et Kosta Christitch⁸⁶ parmi d'autres.

Afin de souligner la distance séparant un certain nombre d'intellectuels français dont nous avons présenté plus haut les vues au sujet des frappes de l'OTAN, citons les propos de Marek Edelman, le dernier dirigeant de l'insurrection du ghetto de Varsovie :

La décision des États membres de l'OTAN de bombarder le Kosovo est une décision qui change la face du monde. Pour la première fois dans l'histoire, il s'agit d'une guerre qui ne vise ni la conquête d'un territoire, ni celle d'un pouvoir, ni la défense d'intérêts économiques. Pour la première fois, le monde a déclaré la guerre pour des raisons humanitaires [...] Pendant la Seconde Guerre mondiale, j'ai été témoin du génocide dans le ghetto de Varsovie. Les leaders du monde libre, le président Franklin

-
81. Judith MILLER, « Sovereignty Isn't So Sacred Anymore », *New York Times*, le 18 avril 1999, p. 4.
82. La réaction de J.-P. Chevènement à l'inculpation de M. Milosevic par le TPIY était « Je regrette l'inculpation [de M. Milosevic], si l'on veut faire de la politique, on évite de criminaliser l'adversaire », car alors « il n'y a plus de discussion possible ». Jean-Michel APHATIE, « M. Chevènement s'inquiète des « exactions contre les civils » serbes au Kosovo », *Le Monde*, le 18 juin 1999, p. 40.
83. Jean CLAIR, « De Guernica à Belgrade », *Le Monde*, le 21 mai 1999, pp. 1 et 16.
84. Daniel BENSÂID, dans son article « Leur guerre et la nôtre », *Le Monde*, le 9 avril 1999, écrit : « Au Kosovo, c'est l'architecture de la domination planétaire à l'entrée du nouveau siècle et la légitimation du bras armé de l'Amérique qui sont à l'ordre du jour (...). Milosevic et l'OTAN sont les deux formes jumelles d'une même barbarie. »
85. Denis DUCLOS écrit : « La guerre de l'OTAN à la Yougoslavie n'a rien à voir avec la justice internationale. L'explosion régionale monstrueuse qu'elle a déclenchée de façon consciente (à moins de considérer les stratèges américains comme des imbéciles) correspond à deux objectifs parfaitement clairs – sauf pour les politiciens ignorant leur amour inconscient de la servitude volontaire : casser l'Europe, barrer la route à la démocratie mondiale en lente émergence. » Denis DUCLOS, « Guerre contre la Serbie ou contre l'Europe », *Le Monde*, le 22 avril 1999.
86. CHRISTITCH, rédacteur en chef du mensuel *Balkans Info*, écrit dans *Le Monde* du 4 juin 1999 : « La Serbie a cessé pour les Occidentaux d'être un pays comme les autres pour devenir un sous-pays comme il existait des sous-hommes pour le III^e Reich. Et avec un sous-pays comme avec un sous-homme, on fait ce qu'on veut (...). Il serait temps que les hommes libres d'Occident comprennent que le combat pour l'indépendance de l'Europe se livre aujourd'hui en Serbie et qu'ils doivent aider ce pays à survivre avant qu'il ne soit trop tard pour lui et pour eux. »

Roosevelt et le Premier ministre Winston Churchill, n'ont pas su l'empêcher [...] J'en appelle à vous, leaders du monde libre, afin que vous envoyiez des troupes au Kosovo et que votre intervention ne se limite pas aux raids aériens. Dans la situation actuelle, il n'y a que la présence des soldats de l'OTAN qui puisse empêcher le génocide albanais⁸⁷.

Il y a un fossé infranchissable qui sépare les vues de Marek Edelman et le président Havel de celles exprimées par Jean Baudrillard, Michel Deutsch, Jean-François Kahn, Ignacio Ramonet⁸⁸, Pierre Vidal-Naquet⁸⁹. La différence entre les deux analyses du même événement, diamétralement opposées, ne s'explique pas par une division imaginaire entre les intellectuels de l'Est (Edelman, Havel, Adam Michnik...) et ceux de l'Ouest (Baudrillard, Debray...), mais plutôt par l'antiaméricanisme d'une partie de ces derniers.

V – La France a-t-elle pu préserver son rang de puissance moyenne autonome ?

Les critiques des frappes de l'OTAN ont accusé les dirigeants français de suivisme à l'égard des États-Unis, d'avoir accepté *de facto* l'intégration de la France à la structure militaire de l'OTAN, bref d'avoir capitulé devant l'hyperpuissance américaine. Or, tous les témoignages, qu'ils viennent du Président de la République, du Premier ministre ou des dirigeants américains, prouvent exactement le contraire. En s'exprimant sur la nature des relations entre la France et les États-Unis durant les frappes, le président Chirac a souligné : « Personne ne conteste la puissance des États-Unis », mais « dire que la France s'est contentée de suivre les Américains, c'est tout simplement une erreur, ou une polémique⁹⁰ ».

Au sujet du contrôle des frappes de l'OTAN, Jacques Chirac a fait savoir que « pas une seule frappe, et il y en a eu 22 000 – n'a été faite sans l'accord de la France⁹¹ ». La France a pesé de tout son poids sur le choix des cibles par l'OTAN. Si aujourd'hui les ponts à Belgrade sont intacts et si le Monténégro n'a subi que des dommages minimes, c'est grâce à la France. Le souci de la France était d'épargner les vies humaines et l'infrastructure économique du Monténégro, un choix qui a parfois « limité l'efficacité des frappes⁹² », a souligné un conseiller français familier des débats qui portaient sur le choix des cibles. D'ailleurs, les Américains sont les premiers à reconnaître ce fait. Le lieutenant général Michael C. Short de l'U.S. Air Force et le général Wesley K. Clark,

87. Marek EDELMAN, « J'en appelle aux leaders du monde libre », *Libération*, Paris, le 13 avril 1999, p. 8.

88. Voir la note 43.

89. Pierre VIDAL-NAQUET *et al.*, « Pour sortir des dilemmes absurdes », *Libération*, le 23 avril 1999, p. 5.

90. Jacques CHIRAC : « Oui, c'est une capitulation », *Le Figaro*, le 11 juin 1999, p. B5.

91. *Ibid.*

92. « Comment l'Élysée et Matignon gèrent la guerre », *Le Figaro*, le 7 juin 1999, p. 1.

commandant de l'opération « Force alliée », ont tous deux reconnus que les bombardements au Kosovo ont été grandement influencés par les contraintes politiques imposées par certains pays de l'OTAN, principalement par la France. Le lieutenant général Short a d'ailleurs déclaré qu'en tant que soldat de l'armée de l'air, il aurait « bombardé le centre-ville de Belgrade dès la première nuit », cela en détruisant les ponts, les centrales électriques et les réseaux téléphoniques de la capitale serbe, mais que la France et d'autres pays européens ont imposé une approche plus limitée de la campagne de bombardement, ce qui a sans doute retardé la victoire⁹³.

Le même écho vient du ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, qui était activement impliqué dans la crise du Kosovo depuis novembre 1997. Avec son homologue Klaus Kinkel, ils s'étaient alors rendus à Belgrade afin de débloquer la crise du Kosovo. M. Védrine insiste sur le fait que durant la crise au Kosovo, l'Europe et les États-Unis ont mené une politique convergente, sur un pied d'égalité, depuis le début des frappes. À la question « Si les États-Unis ont imposé la guerre à l'Europe et à la France », le ministre des Affaires étrangères répond : « Dire que les États-Unis nous ont imposé une guerre, c'est faux et c'est fuir nos responsabilités⁹⁴. »

Le ministre de la Défense, Alain Richard, souligne pour sa part que dans la gestion politique et diplomatique de « la crise du Kosovo, les Européens ont pesé d'un poids bien plus lourd que lors des événements de Bosnie voici quatre ans⁹⁵ ». C'est également la conclusion de Claire Tréan qui écrit dans le journal *Le Monde* :

Les préjugés anti-américains et la suprématie des États-Unis dans le domaine militaire auront masqué jusqu'au bout, aux yeux de beaucoup, cette réalité ; pourtant, d'un bout à l'autre, ce sont les Européens – Français, Britanniques, Allemands – qui ont été à l'origine de la plupart des démarches entreprises ; ce sont eux qui ont convaincu le président des États-Unis de l'importance politique de l'enjeu et de la nécessité de prendre le risque d'une intervention militaire⁹⁶.

En effet, il ne faut pas oublier que l'intervention américaine en RFY était souhaitée par les Européens et que les Américains eux-mêmes n'étaient pas convaincus du rôle qu'ils avaient à jouer au Kosovo. Des voix aussi importantes que celle de l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger se sont élevées pour affirmer que la guerre au Kosovo ne menaçait pas les intérêts des États-Unis, mais bien ceux de l'Europe, et que l'Amérique, par conséquent, ne devaient pas s'impliquer dans ce conflit. Le président Clinton, adoptant une position de compromis, a décidé d'engager son pays dans une campagne de bombardement

93. William DROZDIK, « War Showed U.S. – Allied Inequality », *Washington Post*, le 28 juin 1999, pp. A1 et A14.

94. Hubert VÉDRINE, « Pourquoi nous avons frappé », *Le Nouvel Observateur*, n° 1806, du 17 au 23 juin 1999, p. 36.

95. Alain RICHARD, « Instaurer des critères de convergence peut inciter efficacement des États européens à une défense commune », *Le Monde*, le 14 juillet 1999, p. 3.

96. Claire TRÉAN, « La diplomatie européenne aux commandes », *Le Monde*, le 6 mai 1999, p. 18.

mais il a toujours refusé de déployer des troupes au sol, faisant ainsi combattre l'OTAN « avec une main attachée dans le dos⁹⁷ ». La Chambre des Représentants a d'ailleurs voté contre le financement de l'envoi de troupes au sol sans l'accord du Congrès (249 à 180) et n'a jamais approuvé majoritairement les frappes en RFY, la résolution endossant la campagne de l'OTAN ayant mené à un vote nul (213 à 213)⁹⁸. Ce sont la Grande-Bretagne et la France, après l'échec de Rambouillet, qui se sont tournées vers les États-Unis pour mener une campagne militaire en raison de leur suprématie en ce domaine. Cependant, les Britanniques et les Français ont grandement contribué aux frappes en fournissant notamment du personnel qualifié. L'Europe, par ailleurs, est impliquée de façon beaucoup plus importante que les États-Unis dans la résolution du conflit. Comme le rapporte deux correspondants du *Washington Post* :

L'approche internationale pour le règlement de la crise porte les empreintes européennes. C'est l'Europe qui a permis au Conseil de sécurité de l'ONU de jouer un rôle important dans la crise et c'est elle aussi qui a fait passer les Russes d'une position d'antagonistes pro-serbes à celle de médiateurs neutres. Ce n'est que lorsque le président finlandais Martti Ahtisaari a exposé à l'envoyé russe Viktor Tchernomyrdine les positions immuables de l'Union européenne que Milosevic a finalement capitulé⁹⁹.

Le Groupe de contact qui compte, à part les États-Unis et la Russie, quatre États européens, s'est donc avéré un outil diplomatique approprié pour faire valoir les intérêts européens dans la crise du Kosovo. Durant les frappes de l'OTAN, le Groupe de contact est devenu un véritable directoire de l'OTAN, surtout après que la Russie se soit automarginalisée, au lendemain du début des frappes. Le Groupe de contact servait à harmoniser les démarches diplomatiques des États membres de l'OTAN à l'égard de la RFY et en même temps coordonnait la stratégie militaire (choix des cibles, etc.) dont l'exécution était confié à la SACEUR (commandement suprême des forces de l'OTAN). C'est au sein du Groupe de contact que les cinq conditions d'arrêt des frappes ont été élaborées à l'intention de la RFY. Ces conditions – « arrêt de la répression, retrait vérifiable des troupes serbes du Kosovo, retour des réfugiés, mise en place de l'autonomie prévue à Rambouillet, déploiement d'une « force de sécurité internationale¹⁰⁰ » – furent le fruit d'un travail d'équipe et non un diktat des États-Unis. Les multiples témoignages prouvent que la guerre au Kosovo a été une entreprise collective et non une guerre américaine comme nous le font croire ses critiques¹⁰¹.

97. Charles A. KUPCHAN, « ...And Fractured U.S. Resolve », art. cit., pp.B1 et B4.

98. *Ibid.*

99. Anne SWARDSON et Charles TRUEHEART, « Europeans Assume Lead in the Balkans », *Washington Post*, le 5 juin 1999, p. A17.

100. Pierre HASKI *et al.*, « Kosovo : dans les coulisses du « club des cinq », *Libération*, le 1^{er} juillet 1999, pp. 2-6.

101. Craig R. WHITNEY, « European Union Vows to Become Military Power », *The New York Times*, le 4 juin 1999, pp. A1 et A22 ; Warren HOGGE, « European Impressed by Their Own Unity », *The New York Times*, le 4 juin 1999, p. A22.

Conclusion

Le débat qui s'est tenu en France autour des frappes de l'OTAN en RFY a donc été animé, en grande partie, par l'antiaméricanisme d'une partie des élites françaises. Cet antiaméricanisme est exploité par une vaste coalition politique, qui ne tient pas compte des clivages traditionnels entre la Gauche et la Droite. Cette coalition politique arc-en-ciel regroupe des partis politiques au gouvernement comme le PCF et le MDC, mais s'étend aussi en dehors de celui-ci pour rejoindre des partis d'extrême droite comme le Front national. À ce niveau, il semble que le pont se soit établi par le biais du MDC, avec à sa gauche le PCF et à sa droite le Mouvement pour la France (Pasqua – Villiers).

L'aveuglement national-républicain a fait plonger les dirigeants du MDC et leurs compagnons de route (Marie-France Garaud, Charles Pasqua) dans un antiaméricanisme primaire les empêchant de concevoir une action de l'OTAN au Kosovo comme étant une opération de la communauté internationale visant à établir un nouvel ordre moral et politique en Europe contre un État criminel qui le menace.

Les intellectuels ont également joué un rôle important dans l'opposition aux frappes de l'OTAN. Parmi d'autres, Jean Baudrillard, Jean Clair, Michel Deutsch et surtout Régis Debray ont critiqué sévèrement le gouvernement français en raison de sa participation à l'opération « Force alliée ». L'antiaméricanisme et l'américanophobie occupent encore une fois une place prépondérante dans l'analyse de ces intellectuels. Comme nous avons tenté de le montrer, leur vision de l'opération de l'OTAN au Kosovo est déterminée par cette hostilité fondamentale qu'ils nourrissent envers les États-Unis, ce qui les amène à minimiser les massacres génocidaires perpétrés par les Serbes contre les Kosovars albanais.

L'antiaméricanisme des politiciens et des intellectuels dont nous avons présenté les positions semblent figer leur analyse de la situation internationale. Dans leur esprit, les intérêts de la France et de l'Europe sont menacés dès que les États-Unis s'engagent dans un conflit européen. Les tenants de l'antiaméricanisme soutiennent notamment que la France perd son autonomie militaire et politique lors de campagnes chapeautées par l'OTAN, voire les États-Unis. Ces craintes se retrouvaient déjà chez certains, tels Régis Debray et J.-P. Chevènement, à l'époque de la guerre du Golfe en 1991. Aujourd'hui, en 1999, il semble que leur compréhension de la conjoncture internationale n'ait pas changé, en dépit du caractère unique, comme l'a d'ailleurs soulevé Václav Havel, de la guerre menée par l'OTAN contre la RFY. Les critiques de l'intervention de l'OTAN refusent de reconnaître que la riposte de l'OTAN à la folie meurtrière de Milosevic et de ses acolytes a été décidée au nom des droits de l'homme. En ce sens le conflit au Kosovo marque un tournant radical dans les relations internationales. De même que le conflit en Bosnie a engendré la création du Tribunal pénal international pour la Yougoslavie (TPIY), ce dernier conflit, à son tour, a accéléré les préparatifs pour l'établissement du futur Tribunal pénal international permanent, dont les jalons ont été posés par le traité de Rome en 1998.

À côté de la France opposée à l'intervention de l'OTAN il existait une autre France menée par le président Chirac et le premier ministre Lionel Jospin qui étaient en première ligne pour défendre le recours à la force par l'Alliance atlantique. De nombreux analystes américains ont également reconnu le rôle primordial qu'a joué la France en associant par exemple la Russie au règlement diplomatique, action menée notamment par le président Chirac.

Les réactions de politiciens aussi importants que J.-P. Chevènement ou Charles Pasqua et d'intellectuels méga-médiatiques comme Régis Debray ou Jean Baudrillard nous montrent que l'idéologie, peu importe sa matrice, fausse leur compréhension de la réalité internationale.